Obscurité

Kawkab al-Sharq, 2 avril 1933

Les gens chuchotaient, la semaine dernière, que quelque chose de nouveau était survenu dans l'affaire de la dette, et le paiement de ses intérêts, en or ou en papier. Et ils chuchotaient divers récits, interprétant chacun à sa manière ce développement nouveau ; nous-mêmes y avons fait allusion lorsque nous avons reproché au Cabinet actuel les postures suspectes qu'il adopte à l'égard des négociations, des concessions et de la dette. Nous n'avons pas voulu développer, ni nous étendre longuement, car l'on prétend que la presse a le devoir, lorsqu'elle aborde certaines questions de politique étrangère, de faire preuve de précision et d'observer la prudence, et de ne pas dire tout ce qu'elle sait, afin de ne pas embarrasser ceux qui s'occupent de cette politique étrangère, et de ne pas soulever des problèmes qu'il vaut mieux ne pas soulever.

C'est pourquoi nous avons suggéré plutôt que déclaré, résumé plutôt que développé, jugeant cette allusion suffisante. Mais il semble que l'Ahram veuille aller plus loin que nous ; car lui aussi suggère, mais sa suggestion se rapproche davantage de la déclaration explicite ; lui aussi résume, mais son résumé se rapproche davantage du détail complet.

Il nous apprend ce matin que la question de la dette s'est trouvée mêlée à une complication politique d'un poids et d'un danger réels. Il semble que le Haut-commissaire se soit rendu à Londres pour convaincre son gouvernement d'aider l'Égypte à ne pas payer en or. Son gouvernement avait déjà montré sa disposition à cette aide, et son accord avec le point de vue égyptien. Il semble également que l'Italie ait montré une inclination à accorder à l'Égypte ce qu'elle souhaite. Il ne reste donc plus qu'une seule Puissance à n'avoir pas changé de position — et cette Puissance est la France.

L'Ahram se demande quelles raisons pourraient pousser la France à durcir ainsi sa position, l'empêchant de montrer à l'Égypte l'affection et la bonne volonté qu'elle lui a toujours montrées, en resserrant les liens entre elle-même et nous sur la base d'une coopération sincère, aussi pure de tout défaut que les liens politiques entre nations peuvent jamais l'être.

L'Ahram tente de répondre à cette question, et ne croit pas que la France durcisse sa position parce que les Français qui détiennent des obligations égyptiennes sont extrêmement nombreux ; et l'Ahram observe

— à juste titre — que l'intérêt propre de la France réside précisément dans de bonnes relations entre elle-même et l'Égypte, dans la préservation de ses traditions dans ses rapports avec l'Égypte, et dans le maintien de ce qu'elle a toujours obtenu : l'amour des Égyptiens pour elle, leur préférence pour sa compagnie lorsqu'ils résident dans son pays, et leurs visites lorsqu'ils le quittent.

Cette raison n'est donc pas celle qui contraint la France à durcir sa position sur la question de la dette, laissant sa bonne volonté moins généreuse que celle de l'Angleterre et de l'Italie ; il doit y avoir une autre raison. L'Ahram déduit cette raison par conjecture et intuition, et nous voulons, nous aussi, la déduire par conjecture et intuition, tout comme l'a fait l'Ahram — car la conjecture et l'intuition sont les moyens de déduction les plus proches et les plus fiables en pareilles matières.

C'est que la France n'est nullement avare de bonne volonté envers l'Égypte ; elle est peut-être, au contraire, extrêmement soucieuse de préserver ses traditions, et préfère l'amour et l'affection des Égyptiens à ces sommes modérées qui ne conviennent ni à la justice ni à l'équité.

Peut-être voulait-elle accepter le point de vue égyptien — mais à condition d'être elle-même celle qui l'accepte, d'être elle-même celle qui rend ce service à l'Égypte, et que les Égyptiens sentent clairement qu'elle a préféré leur affection à l'intérêt d'un groupe de ses propres ressortissants.

Quant à changer de position parce que les Anglais l'auraient voulu et s'en seraient faits les intercesseurs — y perdant matériellement sans rien gagner moralement, tandis que les Anglais seuls récolteraient ce profit moral, et que les Égyptiens en viendraient à croire que c'est l'Angleterre qui les aurait déchargés du fardeau du paiement en or — voilà une chose dont la France se détourne et qu'elle refuse, tant pour sa propre dignité que pour le bon renom qu'elle souhaite à ses entreprises dans le cœur des Égyptiens.

L'Ahram défend ensuite la médiation anglaise en des termes qui ne nous concernent pas ici. Ce qui nous importe, c'est simplement que la France se trouve gêchée de rendre à l'Égypte un service par la volonté des Anglais ou par leur intercession — chose dont les gens parlent déjà depuis quelques jours, et que nous-mêmes avions répugné à développer. Nous n'y serions pas revenus, si l'Ahram ne l'avait pas déduit ce matin même par conjecture, intuition et supposition, comme il le dit lui-même.

Il est tout à fait raisonnable qu'une grande Puissance comme la France se trouve dans un tel embarras ; mais il est tout aussi raisonnable que les gens se demandent ce qui a poussé la France à cet embarras. Car chacun sait que le doigt anglais ne laisse aucune affaire de politique étrangère égyptienne sans y toucher et s'y mêler. Et chacun sait que la France, comme d'autres, le sait fort bien — le sait tout particulièrement depuis l'année 1904, et le sait plus particulièrement encore depuis qu'elle a reçu notification, après la publication de la Déclaration de février 1922.

Qu'y a-t-il donc de nouveau dans l'affaire ? Est-ce notre propre Gouvernement qui a mal géré cette affaire délicate, négligeant les circonstances qui l'entourent, et qui s'y est ainsi trouvé pris dans une confusion suspecte — montrant aux Français une indépendance qu'il n'a pu maintenir ni mener à bien, et montrant aux Anglais une soumission dont il n'a pu se libérer ni revenir ? Si bien que les Français l'ont crue, et furent sur le point de la traiter en gouvernement indépendant, tandis que les Anglais se sont empressés d'exploiter sa soumission envers eux, son excès à rechercher leur aide — et de cette posture suspecte est né tout ce qui a fait l'objet des propos des gens depuis une semaine, et tout ce que l'Ahram a déduit par conjecture, intuition et supposition ce matin même ?

Ou bien est-ce autre chose encore, quelque chose que la conjecture, l'intuition et la supposition de l'Ahram lui-même n'ont pas su atteindre ? Ce peut être l'un ou l'autre, et tous deux sont sujets de tristesse, tous deux sont de mauvais augure.

Mais derrière l'un et l'autre se trouve quelque chose qui n'est ni triste ni de mauvais augure — quelque chose qui, au contraire, réjouit et satisfait : à savoir que la position de la nation égyptienne face à la question de la dette a déjà produit ses effets naturels, et que les Puissances ont commencé à montrer leur disposition à accepter le point de vue égyptien, chacune d'elles soucieuse que les Égyptiens ressentent d'elle cette même bonne volonté.

Et derrière l'un et l'autre encore se trouve autre chose : qu'il serait bon que le Gouvernement adopte, en politique étrangère, une voie claire, une ligne explicite et sans équivoque, ne montrant ni détour ni faux-fuyant. La corruption des circonstances politiques intérieures peut bien pousser un gouvernement à tourner et à vaciller, avançant tantôt, reculant tantôt, allant tantôt à droite, tantôt à gauche, s'abandonnant tantôt à un excès de force, tantôt à un excès de faiblesse, dissimulant à un moment, parlant franchement à un autre. Tout cela se produit, hélas,

et tout cela peut s'expliquer et s'interpréter, en politique intérieure.

Mais en politique étrangère, si cela se produit, le mal est grand, car la politique étrangère ne devrait jamais dépendre des manœuvres des partis, ni de la flatterie envers les amis, ni de la parade contre les adversaires.

Et que tous ces propos se vérifient ou non, ce que l'on observe invariablement dans la conduite de notre Cabinet actuel en matière de politique étrangère, c'est qu'elle n'est jamais exempte d'étrangeté, et d'une préférence marquée pour l'obscurité et l'ambiguïté.

La vérité est que nous n'attendions rien de bon dès l'instant où le président du Conseil est parti pour l'Europe, se mettant, dans ce voyage, à afficher ces apparences grandioses et fastueuses, qui tiennent bien plus de la publicité commerciale que de la visite politique.

Nous n'attendions rien de bon de cette parade ; nous en prévoyions, au contraire, beaucoup de mal. Il eût été louable que notre président du Conseil se présente en Italie et en France en président du Conseil d'un pays véritablement indépendant — mais à condition qu'il trouve en lui-même la force de le demeurer, et à condition que cette indépendance ne s'évanouît pas dès que le président du Conseil arriva à Genève, où il se mit à attendre le secrétaire au Foreign Office britannique, employant tous les moyens, admissibles ou non, pour obtenir une audience et un entretien avec lui ; puis, de retour au Caire, employant tous les moyens, admissibles ou non, pour montrer qu'il jouissait de la bienveillance du secrétaire au Foreign Office britannique.

Cette contradiction elle-même est suspecte ; et si elle paraît suspecte aux yeux des Égyptiens — qui pourtant savent déjà, des affaires du président du Conseil, ce qu'ils savent — elle paraît bien plus suspecte encore aux yeux des étrangers, qui, même s'ils savent quelque chose, peuvent bien avoir d'autres choses cachées.

Notre président du Conseil a visité Rome et la France, et s'est entretenu avec les gouvernements italien et français, sur la question de la dette, du discours d'un ministre indépendant ; mais il n'eut pas plus tôt fini qu'il se rendit à Genève, où il tourna autour du secrétaire au Foreign Office britannique du tournoiement d'un ministre qui n'a rien d'indépendant ; puis, revenu au Caire, il trouva les Anglais médiant auprès de la France et de l'Italie sur la même question que le président du Conseil avait lui-même traitée avec elles, sans intermédiaire aucun.

C'est l'un des deux : soit notre président du Conseil est indépendant, et se conduit comme se conduisent les hommes indépendants ; soit il est un subordonné, et se conduit comme se conduisent les subordonnés.

C'est cette hésitation entre ces deux manières d'être qui ne renferme aucun bien — c'est elle qui suscite le doute et les soupçons, et qui remplit l'air de ces mêmes propos dont les gens se sont répandus ces derniers jours, que l'Ahram a déduits par conjecture, intuition et supposition ce matin même, et qui ne profitent à personne, ni aux étrangers ni aux Égyptiens.